

Grèce : Cargo mixte — « Une crise humanitaire organisée »

dimanche 22 juillet 2012, par [GRIGORIOU Panagiotis](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2012).

Les usagers du métro athénien vendredi matin, avaient l'air calmes et bien sages. La crise sans fioritures, la canicule et le ridicule gouvernemental, nous auraient finissent par nous achever, on dirait. Qui a dit que le ridicule ne tue pas ? Samaras, Venizelos, Kouvelis et les leurs, « découvrant » d'un coup que le « *programme n'avance pas* », et de ce fait, les nouvelles mesures devraient être annoncées sous peu. Christine Lagarde martèle de son côté que lorsqu'on est faible et qu'on fait appel à l'institution qu'elle représente si vaillamment, eh bien, on applique d'abord le « programme » et seulement après, on espère avoir droit à la (timide) parole. Elle a aussi fait remarquer que seulement une partie des fameuses trois cents mesures prévues par le Mémorandum, ont été appliquées, donc la Grèce doit s'aligner sur le reste (je cite de mémoire, d'après le reportage radiophonique, diffusé sur Real-FM vendredi 13/07). Les responsables au gouvernement métropolitain de Berlin n'ont pas exprimé autre chose ces derniers jours... Samariland disparaît chaque jour davantage sous les eaux de l'archipel des banques, tistre fin...

La crise n'en finit pas de nous avaler. On sent ses cristallisations dans l'imaginaire, à travers le vécu et le quotidien pratiqué. En plus, il faisait bien chaud ce vendredi, et beaucoup de travailleurs et d'étudiants, en retard d'un rattrapage révisèrent en s'adonnant au traitement de leurs dossiers toujours électroniques, dans les salles climatisées de la République des cafés. Une apparente atmosphère de... jolie et joyeuse tristesse y régnait, et cet oxymore résumerait à lui seul, l'instantané de ce troisième mois de juillet de « l'après vie ». Et pourtant, les préoccupations de saison devancerait celles de la crise et durant un bref moment, celles du minotaure de la financiarisation « vampirisatrice » du fait politique : « *Je pars demain à Alepokhori, pas loin d'Athènes avec mon compagnon, c'est une résidence secondaire que mes parents avaient acheté dans les années 1990 et toi ?* » « *Eh bien moi, je partirai vers la fin du mois chez Anthi, une amie dont les parents sont originaires d'une bourgade côtière en Epire, en face de Corfou. Nous irons par la ligne régulière de la Compagnie d'autocars, ensuite Monsieur Pavlos, le père d'Anthi, nous prêtera sa vieille voiture sur place... les Cyclades hélas, c'est terminé* » (dialogue entre deux étudiantes).

Et en dehors des cafés et des bistrot, moins fréquentés que par le passé, la taxinomie de la crise n'est plus à ses premiers rangements. Je ne sais pas si c'est un fait lié au hasard, mais ce dernier temps, j'observe au centre-ville, une multiplication des femmes SDF, ou sinon, il s'agirait peut-être tout simplement d'une « meilleure visibilité » de leurs cas. Comme par exemple, devant le bâtiment de l'Université, et pratiquement en face d'une petite plaque commémorative, oubliée de tous : « *Dédiée à la mémoire des Athéniens tués en manifestant ici le 5 mars 1943, tombés sous les balles des occupants Allemands, manifestation qui a réussi à annuler le départ forcé des travailleurs Grecs vers les usines d'armement en Allemagne dans le cadre du STO* ». Détail intéressant, le monument o été inauguré au début des années 2000, par le maire d'Athènes d'alors, un certain Dimitris Avramopoulos, Ministre des Affaires étrangères du « gouvernement » Samaras. Oui, les temps changent.

Georges Trangas (le journaliste), vient de saisir la Cour Pénale Internationale, déposant une plainte « *pour génocide perpétré sur le peuple grec* », visant Angela Merkel, Christine Lagarde, Wolfgang Schäuble, José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy. D'où cette couverture de son magazine

politique « Crash », paru vendredi dernier. Au moins, la symbolique y est toute crue, diraient sans doute certains.

Dans la rue, on rencontre encore des hommes, des bêtes et leurs histoires croisées. Dans un quartier central, devenu « difficile », on vend désormais de l'immobilier, pour mille euros le m², mais il y aurait peut-être à manger et à boire dans ces affaires. Justement, à ce même quartier, Kitsos, un chat de gouttière, trouve à manger et à boire tous les matins, devant une boutique spécialisée dans les produits pour animaux. La femme qui tient la boutique et qui pense nourrir Kitsos est si formelle dans ses propos : *« Notre vie et celle des bêtes n'est plus comme avant. Ils sont de plus plus fréquemment les victimes d'une violence gratuite, allant jusqu'à leur mise à mort. Le pire c'est que des immigrés clandestins les tuent pour ensuite consommer leur viande, les chiens en sont les premières victimes, viennent ensuite les chats.... à quand notre tour ? Notre société se mangera entre elle »*.

Après avoir franchi deux avenues pratiquement englouti dans un bitume fondant sous la chaleur, j'ai été témoin rue Fylis, d'une autre petite musique, orchestrée par notre temps présent. Un homme, relativement âgé, visiblement propriétaire d'un appartement situé au premier étage d'un de ces immeubles exclusivement habités par des immigrés, était en train de jeter depuis le balcon et vers la rue, les affaires, habits et matelas, d'un ancien locataire. En même temps, le nouveau locataire, un Pakistanais découvrait les lieux. Une passante a aussitôt violemment interpellé le propriétaire de l'appartement : *« Pourquoi les jetez-vous ainsi, toutes ces affaires, c'est ignoble, elle brassent toute la saleté et la maladie véhiculées par ces gens, il y en a assez, nous ne pourrions plus supporter longtemps cette situation je vous préviens. »* L'homme, gêné, répondit aussitôt, pratiquement sans animosité : *« Mais Madame, je descendrai pour mettre tout cela dans les bennes en face, laissez-nous terminer, c'est déjà assez pénible. »*

Rue Fylis, où on y découvre aussi certaine traces d'un passé architectural typique des années 1930. Sauf que dans un sens nous revenons vraiment en arrière. J'ai rencontré dans les environs des amis, musicologues et écrivains de notre mouvement « Unité 2012 ». Nous préparerons la rentrée, et elle sera musicale, poétique et combative. Combattre l'acculturation c'est aussi une tâche terriblement difficile, mais comme en politique, si l'on ne tente rien, le destin est déjà écrit.

Nous avons eu aussi l'occasion d'analyser la nouvelle étape de notre mauvais chaos. La lutte contre le Mémorandum et l'opposition à celui-ci, ne seraient plus tellement de la même actualité. Car ses effets dans la destruction durable et... miraculeusement soutenable des nos aptitudes à exister, socialement, symboliquement et économiquement, ne peuvent plus être effacés, quoi qu'il arrive, politiquement au moins. Même si, un jour prochain ou lointain, la proposition de loi déposée avant hier par le parti communiste (KKE) comportant en un seul article la suppression du Mémorandum, est enfin adoptée. Donc nous regarderons loin, nous allons opter pour la longue durée historique, par la solidarité, l'inventivité, et le fait culturel marquant et libérateur. Après tout, « l'Unité 2012 » n'est pas un parti politique et il ne le sera jamais, sans pour autant négliger ses interconnexions libres et ouvertes (extrême-droite exceptée), avec les forces politiques « classique » et/ou issues du Rubicon anti-mémorandiste et des premiers cercles, alors actifs à l'époque, venant du mouvement de Mikis Theodorakis.

Mais depuis, ce premier temps nous semble trop lointain, et il l'est effectivement. Un cercle aussi se referme en ce qui concernerait la... « Bataille de l'exégèse ». Entre 2010 et 2012, toute une multiplication d'articles, d'émissions, de documentaires, de livres et de sites internet ont même sur-informé les citoyens sur les vrais responsables de la crise. Mêlée certes de la grande propagande bancocrate, tout autant omniprésente, cette information est devenue de plus en plus insoutenable pour les « sujets ». *« On sait : le FMI, les Banques, Simitis, Papandréou, les CDS, les SWAPS et les Spreads et alors ? Que change-t-il ? »*, entend-on dans la rue.

Étrange aveu d'impuissance. Le peuple sait, le peuple souffre et pourtant, non seulement il ne se révolte plus, mais en prime, et sous la terreur psychologique, il a pour une (ultime ?) fois, voté en faveur du plus mauvais pantin de la scène politique grecque des trente dernière années (à l'exception de l'inégalable Georges Papandréou et ses diatribes ahurissantes). C'est n'est pas par hasard qu'il aurait fallu justement trente ans de « monstre doux » en Europe, avant qu'il ne devienne effectivement méchant, vraiment méchant et ceci, définitivement. Mais avouons-le, cela relève d'une certaine poésie que de vivre l'effondrement de toute une « belle époque ». On en savourerait presque les poussières du temps tombant, sauf que nous tombons avec.

Hier vendredi, en fin d'après-midi, j'ai en quelque sorte porté secours à mon ami Th., journaliste au chômage. Il a été hospitalisé la veille après un malaise survenu chez l'épicier du coin, entre un paquet de biscottes et deux tomates. L'ambulance du SAMU est arrivée en 45 minutes, mais elle est arrivée, c'est le principal. Oxygène, immobilisation et les suites dans le protocole. *« Ah... vous êtes chômeur... il faut que vous puissiez suivre un traitement, puis voir si on peut s'occuper de vous... en aide psychologique, voyez-vous ce que je veux dire. Évidemment, il y a des examens à faire au niveau du cœur, plus de 200 battements à la minute et la petite tension à 13, c'est que... comment vous le dire, votre tête explose par une énergie en somme très négative ».*

Mon ami était en réalité très énervé depuis plusieurs jours. Semaine pénible pour lui : Récupérer un document à la Caisse des journalistes l'exemptant partiellement de la nouvelle surimposition sur l'immobilier, (il s'agit en fait d'un report de deux ans). Puis, mener aussi l'autre bataille, depuis la même tranchée que son épouse, cette fois-ci, à la Caisse des praticiens médecins. *« Vous devez les dernières cotisations, 1.600 euros » « Oui, mais la Caisse doit à Madame 5.600 depuis 2010, donc il faudrait déjà au moins considérer que nous ne sommes plus redevables » « Non, et encore non, Monsieur le Président de notre Caisse, a décidé à ne plus accepter un tel calcul » « Eh bien, allez vous faire... voir, l'argent que vous réclamez n'existe pas, ou pour vous le dire autrement, c'est notre dernière réserve pour partir samedi prochain dans le Péloponnèse. Des amis nous prêtent leur résidence sur la côte de Leonidion. On ne se laissera plus vivre ou mourir selon votre manière mais en choisissant la nôtre... »*

Entre-temps, S., l'épouse de mon ami Th., est arrivée à l'hôpital, et elle a pris part à la réunion des médecins... diagnosticiens. Le chômage, les têtes qui chauffent et peut-être en dernier lieu la canicule, plus de 41 C ce samedi sur Athènes, rien de plus grave. J'ai emmené mes amis chez eux, mobilisant ma vieille voiture, eux ils n'ont jamais eu de voiture et en ce moment, les 25 euros de taxi entre l'hôpital et leur appartement devient désormais une dépense douloureuse. Et comme dans toute histoire qui se respecte, le détail du jour fut toujours poignant : Les médecins de l'hôpital public, n'ont pas pratiqué certains examens, pourtant bien indispensables, une fois la « clarification » faite, sur... l'identité professionnelle du patient. Pourra-t-il payer ? Il est vrai que nous sommes nombreux dans ce pays à être au chômage, sans indemnités et sans aucune couverture maladie non plus. Ceux qui en bénéficient encore ne sont pas toujours mieux soignés, mais enfin. Et le personnel hospitalier faisait preuve d'un mutisme très significatif, lorsque la question sur la fermeture d'une soixantaine d'établissements de santé publique. Les gens ont visiblement peur, ils ne s'expriment plus comme avant, avant les élections surtout. Sauf un médecin urgentiste qui a parlé *« de crise humanitaire organisée, une honte »*. Trangas et ses juristes de l'Université de Thessalonique qui ont déposé cette plainte auprès de la Cour Pénale Internationale pour « génocide », n'ont pas entamé cette procédure en « rigolos » ni afin de créer du sensationnel journalistique.

Ces derniers jours enfin, mon ami Th. s'est disputé avec ses camarades de gauche sur l'attitude à tenir face à l'Aube dorée. Il considère que les manifestations antiracistes réunissant au mieux cinq cent personnes, dont une minorité agissante d'immigrés se réclamant ouvertement d'un certain islamisme, est un piège à c... surtout lorsque la société s'y montre très hostile. *« Il faut se concentrer*

à combattre l'ennemi no 1 du peuple, c'est à dire la Troïka et le gouvernement de la collaboration tripartite, et en même temps occuper le terrain des luttes et des solidarités au quotidien. Lui ôter la société et ses liens avant qu'elle soit dévorée par l'Aube dorée, voilà ce qu'il faut faire, au lieu de déployer un antiracisme stérile et éloigné des préoccupations des gens. Après tout, on sait qu'à chaque fois qu'un peuple est attaqué, il se referme sur lui même, les ouvertures s'estompent, et l'humanisme n'en sort pas gagnant, c'est un fait opératoire vivant dans notre société, le nier c'est courir le risque de voir la gauche complètement marginalisée par le fait social. Ce n'est pas la société qui ira vers la gauche, aussi bonnes qu'elle soient ses utopies, mais la gauche qui doit se tourner vers la société, pour en goûter de sa m... et pour en fabriquer si possible après, autre chose. Et de toute manière, il faut se rendre à l'évidence, notre pays au bord de la crise humanitaire, ne peut pas comporter en son sein deux millions d'immigrés clandestins sur un total d'onze millions d'habitants, même si ces malheureux sont là par les mécanismes de la mondialisation ».

Voilà pour les positions de mon ami. Je remarque qu'ailleurs et toujours à gauche, chez SYRIZA par exemple, l'immigration et l'Aube dorée deviennent des préoccupations de taille. Il serait temps, Ilias Kasidiaris de l'Aube dorée, déclare aux journalistes de la revue *Crash* (13/07) que son mouvement se préparait à prendre le pouvoir par les urnes, « *soit nous y arriverons dans pas longtemps, ou sinon c'est jamais* », tient à préciser. Certains « *vieux sages* » (SYRIZA), ayant connu d'autres luttes politiques depuis les années 1950, pensent que la gauche ne devrait pas faire de la politique comme avant la crise. C'est également mon avis. Le méta-politique bancocrate est bien plus... byzantine, que les Colonels par exemple. Dans un univers où les niveaux intermédiaires entre le vrai et le factice serait en train de se démultiplier au fil des mois mémorandistes, on ne joue plus sur le même terrain.

Samedi soir à Salamine, des vacancier venus du Pirée et des environs, réécoutaient des chansons de Mikis Theodorakis, très populaires dans les années 1960 : « *Nous vivrons, même en étant si pauvres* ». Les gens, soupirent en chantant et en chuchotant les paroles, c'est vrai aussi que la pauvreté est de retour. Sauf qu'il y a une différence de taille : ceux qui écoutaient ces chansons dans les années 1960, appartenaient au monde de la gauche sociologique et politique, ils en étaient même stigmatisés pour leurs goûts musicaux, devenus par la suite clandestins durant la dictature des Colonels. En juillet 2012, les enfants du Pirée et de Salamine, tout en écoutant du vieux Theodorakis, peuvent tout autant être des électeurs de gauche que de l'Aube dorée. C'est aussi cela une mutation.

Un cargo mixte ayant jeté l'encre près de la côte-Est de l'île, vient de approvisionner en gasoil maritime par un petit pétrolier. Il ira sans doute rejoindre les quais du port commercial appartenant à COSCO, puis une fois chargé, il nous quittera pour une nouvelle rotation. Notre pays subissant la canicule et ses mutations, plus celles du nouvel ordre européen ou mondial est parfois privé de ce temps de pose nécessaire à la réflexion à la contemplation et au jugement de la situation. Cargos mixtes, mutations, nos chats et chiens et nos autres diagnostiques... nos neurones explosent. L'été grec, mais sûrement plus vraiment celui de Jacques Lacarrière.

Panagiotis Grigoriou

P.-S.

* <http://greekcrisisnow.blogspot.fr/2012/07/cargo-mixte.html#more>